

ARRETE N° 68 /DGSN/SG/DARH/SDROPS/SR.-
 portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de
1768 ELEVES-GARDIENS DE LA PAIX au Centre d'Instruction
 et d'Application de la Police de Mutengene.-

/_E PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution;
- Vu le Décret n°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République;
- Vu le Décret n°96/034 du 1^{er} mars 1996 portant création d'une Délégation Générale à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°94/199/ du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat;
- Vu le Décret n°2012/539 du 19 novembre 2012 portant Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°75/496 du 03 juillet 1975 fixant le régime des concours administratifs et ses divers modificatifs ;
- Vu le Décret n°75/459 du 26 juin 1975 déterminant le régime de rémunération des personnels civils et militaires de la République du Cameroun, modifié par le Décret n°79/64 du 03 mars 1979 ;
- Vu le Décret n°2010/263 du 31 août 2010 portant nomination d'un Délégué Général à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°2010/280 du 13 septembre 2010 accordant délégation permanente de signature à Monsieur **Martin MBARGA NGUELE**, Délégué Général à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/545 du 20 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale Supérieure de Police et des Centres d'Instruction et d'Application de la Police ;
- Vu l'Arrêté n°204/CAB/PR du 16 avril 2003 fixant les conditions d'admission aux différents cycles de formation et le régime des études à l'Ecole Nationale Supérieure de Police et dans les Centres d'Instruction et d'Application de la Police, modifié et complété par l'Arrêté n°913/CAB/PR du 15 septembre 2014 ;
- Vu la Correspondance n°B1218/SG/PR du 10 Novembre 2021 notifiant le Très Haut Accord de Monsieur le Président de la République pour le recrutement de 12.500 recrues, soit 2500 annuellement, sur une période de cinq ans ;

Considérant les nécessités de service ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{ER}.- Un concours direct pour le recrutement de **1768 Elèves-Gardiens de la Paix** au Centre d'Instruction et d'Application de la Police, est ouvert le **26 Avril 2025**.

ARTICLE 2.- Ce concours est réservé aux personnes âgées de **17 ans** au moins et de **27 ans** au plus au 1^{er} Janvier 2024 (**être né(e) entre le 1^{er} Janvier 1997 et le 1^{er} Janvier 2007**) et titulaires du Certificat d'Etudes Primaires (CEP ou CEPE), du First School Leaving Certificate (FSLC) ou d'un diplôme reconnu équivalent (voir annexe).

I – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES :

Peuvent faire acte de candidature, les jeunes gens des deux sexes remplissant les conditions générales et particulières exigées pour être recrutés dans les cadres de la Sûreté Nationale, notamment :

- ⇒ être de nationalité camerounaise ;
- ⇒ jouir de leurs droits civiques ;
- ⇒ justifier d'une bonne conduite et d'une bonne moralité ;
- ⇒ être déclaré apte au service actif de jour et de nuit ;
- ⇒ être reconnu indemne de toute affection ouvrant droit à un congé de longue durée ;
- ⇒ avoir une taille au moins égale à 1,57 mètre pour les candidats de sexe féminin et 1,62 mètre pour ceux de sexe masculin ;
- ⇒ n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme supérieure à 06 mois ou une peine assortie de l'une des déchéances prévues aux alinéas 1 et 6 de l'article 30 du Code Pénal Camerounais, soit pour crime, soit pour délit touchant à la probité ;
- ⇒ n'avoir pas été exclu d'une Ecole de Police ou d'un Centre de Formation de la Police.

Les conditions ci-dessus énumérées, doivent être remplies en totalité par les candidats. La non-satisfaction de l'une d'entre elles entraîne inéluctablement le rejet de la candidature.

II – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

ARTICLE 3.- (1) Toute personne désireuse de faire acte de candidature doit au préalable et dès l'ouverture du concours s'inscrire par internet au site www.concours-dgsn.cm

(2) Les dossiers seront reçus complets à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale à Yaoundé ou dans les Délégations Régionales de la Sûreté Nationale, du **06 Janvier au 07 Mars 2025** à 15 heures 30 minutes précises, suivant un ordre de passage qui leur sera communiqué par téléphone portable.

Les dossiers devront comprendre :

1°– Une demande d'inscription manuscrite, sur papier timbré à 1.500 francs CFA, datée, signée et adressée à Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale, spécifiant explicitement :

- les noms, prénoms, adresse, sexe, date et lieu de naissance du candidat ;
- le Département et la Région d'origine du candidat ;
- le concours sollicité ;
- la mention du service général ;
- le centre d'examen choisi ;
- la langue de composition ;
- le numéro de la Carte Nationale d'Identité du candidat ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité ;
- l'énumération des pièces jointes à la demande.

2°– Une fiche d'inscription obtenue au site internet indiqué ci-dessus, dûment remplie, signée du candidat et comportant deux photos format 4x4 en couleur et sur fond blanc ;

3°– Le règlement des frais d'inscription au concours de **16 000 francs CFA** (seize mille francs CFA) effectué aux guichets des agences **EXPRESS UNION** ou par **EXPRESS UNION MOBILE MONEY, ORANGE MONEY** ou **MTN MOBILE MONEY**, conformément à la procédure décrite au site www.concours-dgsn.cm

Le reçu de versement ou le numéro unique de la transaction matérialisant le paiement des frais de concours devra être joint au dossier de candidature.

4°– Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance du candidat datant au plus de six (06) mois, signée par une autorité civile compétente ;

5°– Une photocopie certifiée conforme du diplôme exigé signée par une autorité administrative compétente ;

6°– Une attestation de présentation de l'original du diplôme signée par une autorité administrative compétente ;

7°– Un extrait de casier judiciaire (Bulletin n° 3) datant de moins de trois (03) mois ;

8°– Un certificat médical modèle réglementaire délivré par un médecin de l'Administration ;

9°– Une fiche de renseignement timbrée avec photo format 4 x 4 en couleur et sur fond blanc ;

10°– Un certificat de toise régulièrement timbré, conforme aux conditions ci-dessus indiquées ;

11°– Une autorisation de concourir pour les fonctionnaires ou agents de l'Etat, délivrée par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

12°– Une photocopie certifiée conforme de l'acte de mariage datant au plus de six (06) mois pour les candidats de sexe féminin régulièrement mariés ;

13°– Une grande enveloppe de format (A4) à l'adresse du candidat, affranchie d'un timbre postal au tarif réglementaire.

(3) Tout dossier incomplet parvenu à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sera automatiquement rejeté et renvoyé à son expéditeur.

(4) La liste des candidats autorisées à concourir sera diffusée par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, cette diffusion seule faisant foi.

III – LES ETAPES DU CONCOURS :

ARTICLE 4.- (1) Le concours comporte quatre étapes portant respectivement sur les épreuves écrites, les visites médicales d'incorporation, les épreuves physiques et l'enquête de moralité.

(2) A toutes les étapes du processus du concours, les listes des candidats seront diffusées par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale.

A) – LES EPREUVES ECRITES

Les épreuves écrites dont le programme figure en annexe du présent arrêté, se dérouleront à **YAOUNDE et dans les chefs-lieux des Régions** selon les horaires ci-après :

DATES	NATURE DES EPREUVES	COEF	DUREE	NOTE ELIMINATOIRE	HORAIRE
26 Avril 2025	<u>1^{ère} EPREUVE</u> REDACTION/ESSAY	3	2H00	06/20	8H00-10H00
26 Avril 2025	<u>2^{ème} EPREUVE</u> CONNAISSANCES GENERALES/GENERAL KNOWLEDGE	5	2H00	06/20	11H00-13H00

Les candidats se présenteront 30 minutes avant l'heure de la première épreuve devant les salles d'examen, munis chacun de sa Carte Nationale d'Identité ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité et du récépissé de dépôt du dossier. Ils ne devront avoir sur eux ni papier, ni document, les feuilles de composition et de brouillon étant procurées par l'Administration.

Seront déclarés admis sous réserve les candidats qui, sans note éliminatoire et après application des coefficients, auront obtenu sur l'ensemble des épreuves écrites, une moyenne de 12/20.

B) – LES VISITES MEDICALES D'INCORPORATION ET LES EPREUVES PHYSIQUES :

Elles interviendront après la publication des admissions sous réserve selon un planning qui fera l'objet d'un communiqué.

Les candidats appelés à subir les visites médicales d'incorporation seront assujettis au paiement des frais inhérents fixés à **25.000 francs CFA**.

C) – L'ENQUETE DE MORALITE

Elle s'effectuera après les visites médicales d'incorporation et les épreuves physiques, suivant des modalités qui seront communiquées en temps opportun.

IV – DE L'ADMISSION

ARTICLE 5.- Les résultats du concours feront l'objet d'un communiqué du Délégué Général à la Sûreté Nationale.

ARTICLE 6.- Les candidats déclarés définitivement admis seront nommés Elèves-Gardiens de la Paix au Centre d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

ARTICLE 7. - Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel en français et en anglais. -

YAOUNDE, LE 27 NOV 2024

P. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
et par délégation

LE DELEGUE GENERAL A LA SURETE NATIONALE



Martin MBARGA NGUELE-

ANNEXE :

PROGRAMME DU CONCOURS DIRECT POUR LE RECRUTEMENT DE 1768 ELEVES-GARDIENS DE LA PAIX.

1^{ère} EPREUVE : REDACTION

Cette épreuve porte sur un sujet de la vie courante :

- Narration d'une scène,
- Description d'un site,
- Récit de voyage,
- Lettre à un chef d'entreprise, à un Directeur d'Administration, à un parent, etc...

2^{ème} EPREUVE : CONNAISSANCES GENERALES

Cette épreuve portera sur les sujets suivants contenus dans le programme du niveau des classes de CM1 et CM2 :

- Le patriotisme : l'hymne national, la devise, le drapeau ;
- Les pièces officielles qu'un citoyen doit avoir ;
- La propreté ;
- La conscience : notion de bien et de mal ;
- Le choix des loisirs ;
- Les règles de politesse ;
- Le travail en équipe, coopération.
- Mathématiques (calcul rapide, nombre réel, etc.)
- Géographie (la planète terre, le relief et climat du Cameroun, l'environnement, fleuves et rivières du Cameroun, les perturbations climatiques.)
- Histoire (le Cameroun, les pygmées, les symboles du pouvoir traditionnel dans les Régions du Cameroun, etc.)
- Sciences vivantes et technologie (le monde vivant, l'énergie, la matière, éducation à la santé, éducation à l'environnement et au développement durable, etc.)
- Education civique (la famille, le mariage, l'état civil, les attentes à la personne humaine, le code de la route, la vie à l'école, la délinquance juvénile, etc...

ARRETE N° 66 /DGSN/SG/DARH/SDROPS/SR.-
 portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de
402 ELEVES-INSPECTEURS DE POLICE en 1^{ère} Année au Centre
 d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene.-

/_E PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution;
- Vu le Décret n°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République;
- Vu le Décret n°96/034 du 1^{er} mars 1996 portant création d'une Délégation Générale à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°94/199/ du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat;
- Vu le Décret n°2012/539 du 19 novembre 2012 portant Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°75/496 du 03 juillet 1975 fixant le régime des concours administratifs et ses divers modificatifs ;
- Vu le Décret n°75/459 du 26 juin 1975 déterminant le régime de rémunération des personnels civils et militaires de la République du Cameroun, modifié par le Décret n°79/64 du 03 mars 1979 ;
- Vu le Décret n°2010/263 du 31 août 2010 portant nomination d'un Délégué Général à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°2010/280 du 13 septembre 2010 accordant délégation permanente de signature à Monsieur **Martin MBARGA NGUELE**, Délégué Général à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/545 du 20 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale Supérieure de Police et des Centres d'Instruction et d'Application de la Police ;
- Vu l'Arrêté n°204/CAB/PR du 16 avril 2003 fixant les conditions d'admission aux différents cycles de formation et le régime des études à l'Ecole Nationale Supérieure de Police et dans les Centres d'Instruction et d'Application de la Police, modifié et complété par l'Arrêté n°913/CAB/PR du 15 septembre 2014 ;
- Vu la Correspondance n°B1218/SG/PR du 10 Novembre 2021 notifiant le Très Haut Accord de Monsieur le Président de la République pour le recrutement de 12.500 recrues, soit 2500 annuellement, sur une période de cinq ans ;

Considérant les nécessités de service ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{ER}.- Un concours direct pour le recrutement de **402 Elèves-Inspecteurs de Police** en 1^{ère} année au Centre d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene, est ouvert le **12 Avril 2025**.

ARTICLE 2.- (1) Ce concours est réservé aux personnes âgées de **17 ans** au moins et de **28 ans** au plus au 1^{er} Janvier 2024 (être né(e) entre le 1^{er} Janvier 1996 et le 1^{er}

Janvier 2007) et titulaires du Brevet d'Etudes du 1^{er} Cycle (BEPC), du General Certificate of Education Ordinary Level (GCE "OL") obtenu en trois (03) matières au moins, exceptée celle intitulée "RELIGIOUS KNOWLEDGE" ou d'un diplôme reconnu équivalent.

(2) Le présent concours n'est pas ouvert aux fonctionnaires de la Sûreté Nationale.

I – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES :

Peuvent faire acte de candidature, les jeunes gens des deux sexes remplissant les conditions générales et particulières exigées pour être recrutés dans les cadres de la Sûreté Nationale, notamment :

- ⇒ être de nationalité camerounaise ;
- ⇒ jouir de leurs droits civiques ;
- ⇒ justifier d'une bonne conduite et d'une bonne moralité ;
- ⇒ être déclaré apte au service actif de jour et de nuit ;
- ⇒ être reconnu indemne de toute affection ouvrant droit à un congé de longue durée ;
- ⇒ avoir une taille au moins égale à 1,57 mètre pour les candidats de sexe féminin et 1,62 mètre pour les candidats de sexe masculin ;
- ⇒ n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme supérieure à 06 mois ou une peine assortie de l'une des déchéances prévues aux alinéas 1 et 6 de l'article 30 du Code Pénal Camerounais, soit pour crime, soit pour délit touchant à la probité ;
- ⇒ n'avoir pas été exclu d'une Ecole de Police ou d'un Centre de Formation de la Police.

Les conditions ci-dessus énumérées, doivent être remplies en totalité par les candidats. La non-satisfaction de l'une d'entre elles entraîne inéluctablement le rejet de la candidature.

II – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

ARTICLE 3.- (1) Toute personne désireuse de faire acte de candidature doit au préalable et dès l'ouverture du concours s'inscrire par internet au site www.concours-dgsn.cm

(2) Les dossiers de candidatures seront reçus complets à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale à Yaoundé, ou dans les Délégations Régionales de la Sûreté Nationale, du **06 Janvier au 07 Mars 2025** à 15 heures 30 minutes précises, suivant un ordre de passage qui leur sera communiqué par téléphone portable.

Les dossiers devront comprendre :

1°– Une demande d'inscription manuscrite, sur papier timbré à 1.500 francs CFA, datée, signée et adressée à Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale, spécifiant explicitement :

- les noms, prénoms, adresse, sexe, date et lieu de naissance du candidat ;
- le Département et la Région d'origine du candidat ;
- le concours sollicité ;
- la mention du service général ;

- le centre d'examen choisi ;
- la langue de composition ;
- le numéro de la Carte Nationale d'Identité du candidat ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité ;
- l'énumération des pièces jointes à la demande.

2°– Une fiche d'inscription obtenue au site internet indiqué ci-dessus, dûment remplie, signée du candidat et comportant deux photos format 4x4 en couleur et sur fond blanc ;

3°– Le règlement des frais d'inscription au concours de **16 000 francs CFA** (seize mille francs CFA) effectué aux guichets des agences **EXPRESS UNION** ou par **EXPRESS UNION MOBILE MONEY, ORANGE MONEY** ou **MTN MOBILE MONEY**, conformément à la procédure décrite au site www.concours-dqsn.cm

Le reçu de versement ou le numéro unique de la transaction matérialisant le paiement des frais de concours devra être joint au dossier de candidature.

4°– Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance du candidat datant au plus de six (06) mois, signée par une autorité civile compétente ;

5°– Une photocopie certifiée conforme du diplôme exigé signé par une autorité administrative compétente ;

6°– Une attestation de présentation de l'original du diplôme signé par une autorité administrative compétente ;

7°– Un extrait de casier judiciaire (Bulletin n° 3) datant de moins de trois (03) mois ;

8°– Un certificat médical modèle réglementaire délivré par un médecin de l'Administration ;

9°– Une fiche de renseignement timbrée avec photo format 4 x 4 en couleur et sur fond blanc ;

10°– Un certificat de toise régulièrement timbré, conforme aux conditions ci-dessus indiquées ;

11°– Une autorisation de concourir pour les fonctionnaires ou agents de l'Etat, délivrée par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

12°– Une photocopie certifiée conforme de l'acte de mariage datant au plus de six (06) mois pour les candidats de sexe féminin régulièrement mariés ;

13°– Une grande enveloppe de format (A4) à l'adresse du candidat, affranchie d'un timbre postal au tarif réglementaire.

(3) Tout dossier incomplet parvenu à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sera automatiquement rejeté et renvoyé à son expéditeur.

(4) La liste des candidats autorisées à concourir sera diffusée par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, cette diffusion seule faisant foi.

III – LES ETAPES DU CONCOURS :

ARTICLE 4.- (1) Le concours comporte quatre étapes portant respectivement sur les épreuves écrites, les visites médicales d'incorporation, les épreuves physiques et l'enquête de moralité.

(2) A toutes les étapes du processus du concours, les listes des candidats seront diffusées par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale.

A) – LES EPREUVES ECRITES

Les épreuves écrites dont le programme figure en annexe du présent arrêté, se dérouleront à **YAOUNDE et dans les chefs-lieux des Régions** selon les horaires ci-après :

DATES	NATURE DES EPREUVES	COEF	DUREE	NOTE ELIMINATOIRE	HORAIRE
12 Avril 2025	1^{ère} EPREUVE COMPOSITION FRANCAISE/ ESSAY	3	2H00	06/20	8H00-10H00
12 Avril 2025	2^{ème} EPREUVE CONNAISSANCES GENERALES/GENERAL KNOWLEDGE	5	2H00	06/20	11H00-13H00

Les candidats se présenteront 30 minutes avant l'heure de la première épreuve devant les salles d'examen, munis chacun de sa Carte Nationale d'Identité ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité et du récépissé de dépôt du dossier. Ils ne devront avoir sur eux ni papier, ni document, les feuilles de composition et de brouillon étant procurées par l'Administration.

Seront déclarés admis sous réserve les candidats qui, sans note éliminatoire et après application des coefficients, auront obtenu sur l'ensemble des épreuves écrites, une moyenne de 12/20.

B) – LES VISITES MEDICALES D'INCORPORATION ET LES EPREUVES PHYSIQUES :

Elles interviendront après la publication des admissions sous réserve selon un planning qui fera l'objet d'un communiqué.

Les candidats appelés à subir les visites médicales d'incorporation seront assujettis au paiement des frais inhérents fixés à **25.000 francs CFA**.

C) – L'ENQUETE DE MORALITE

Elle s'effectuera après les visites médicales d'incorporation et les épreuves physiques, suivant des modalités qui seront communiquées en temps opportun.

IV – DE L'ADMISSION

ARTICLE 5.- Les résultats du concours feront l'objet d'un communiqué du Délégué Général à la Sûreté Nationale.

ARTICLE 6.- Les candidats déclarés définitivement admis seront nommés Elèves-Inspecteurs de Police en 1^{ère} année au Centre d'Instruction et d'Application de la Police de Mutengene par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

ARTICLE 7.- Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel en français et en anglais. -

YAOUNDE, LE 27 NOV 2024

P. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
et par délégation

LE DELEGUE GENERAL A LA SURETE NATIONALE



Martin MBARGA NGUELE -

ANNEXE :

PROGRAMME DU CONCOURS DIRECT POUR LE RECRUTEMENT DE 402 ELEVES-INSPECTEURS DE POLICE EN 1^{ère} ANNEE.

1^{ère} EPREUVE : COMPOSITION FRANCAISE

Cette épreuve portera sur les sujets relatifs au programme du niveau de la classe de 3^{ème} des Lycées et Collèges

- Etude de texte
- Conjugaison
- Vocabulaire et orthographe
- Grammaire

2^{ème} EPREUVE : CONNAISSANCES GENERALES

Cette épreuve portera sur les sujets suivants relatifs au programme de niveau de la classe de 3^{ème} des Lycées et Collèges :

- Le Président de la République ;
- Le Parlement ;
- L'Administration et la lutte contre les fléaux suivants :
 - ❖ la délinquance juvénile ;
 - ❖ la toxicomanie ;
 - ❖ la prostitution, les MST, le SIDA ;
 - ❖ la corruption ;
 - ❖ l'insécurité ;
 - ❖ l'exode rural ;
 - ❖ la pollution
- Mathématiques (racines carrées, encadrement, arithmétique et nombre rationnel, propriété Thalès, nombre réel, calcul littéral, équation et inéquation, etc.)
- Géographie (relief et climat du Cameroun, Etude civilisationnelle du Cameroun, agriculture camerounaise, élevage au Cameroun, la pisciculture, l'artisanat et l'industrie camerounais, les transports, le tourisme, le sous-développement, éducation et santé au Cameroun, les migrations clandestines et l'exode des cerveaux, la lutte contre le sous-développement et la corruption, les peuples du Cameroun.)
- Histoire (Kamerun à la République du Cameroun, le système de l'indigénat, conquête et résistances, crises et guerre du 19^e siècle,
- Sciences vivantes et technologie (le monde vivant, éducation à la santé, éducation à l'environnement et au développement, etc.)
- Education civique (les fondements de la démocratie, le système électoral camerounais, les associations, etc...

ARRETE N° 65 /DGSN/SG/DARH/SDROPS/SR.-
 Portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de
95 ELEVES-OFFICIERS DE POLICE en 1^{ère} année à l'Ecole
 Nationale Supérieure de Police.-

/_E PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution;
- Vu le Décret n°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République;
- Vu le Décret n°96/034 du 1^{er} mars 1996 portant création d'une Délégation Générale à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°94/199/ du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat;
- Vu le Décret n°2012/539 du 19 novembre 2012 portant Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°75/496 du 03 juillet 1975 fixant le régime des concours administratifs et ses divers modificatifs ;
- Vu le Décret n°75/459 du 26 juin 1975 déterminant le régime de rémunération des personnels civils et militaires de la République du Cameroun, modifié par le Décret n°79/64 du 03 mars 1979 ;
- Vu le Décret n°2010/263 du 31 août 2010 portant nomination d'un Délégué Général à la Sûreté Nationale ;
- Vu le Décret n°2010/280 du 13 septembre 2010 accordant délégation permanente de signature à Monsieur **Martin MBARGA NGUELE**, Délégué Général à la Sûreté Nationale;
- Vu le Décret n°2012/545 du 20 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale Supérieure de Police et des Centres d'Instruction et d'Application de la Police ;
- Vu l'Arrêté n°204/CAB/PR du 16 avril 2003 fixant les conditions d'admission aux différents cycles de formation et le régime des études à l'Ecole Nationale Supérieure de Police et dans les Centres d'Instruction et d'Application de la Police, modifié et complété par l'Arrêté n°913/CAB/PR du 15 septembre 2014 ;
- Vu la Correspondance n°B1218/SG/PR du 10 Novembre 2021 notifiant le Très Haut Accord de Monsieur le Président de la République pour le recrutement de 12.500 recrues, soit 2500 annuellement, sur une période de cinq ans ;

Considérant les nécessités de service ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{ER}.- Un concours direct pour le recrutement de **95 Elèves-Officiers de Police** en 1^{ère} année à l'Ecole Nationale Supérieure de Police, est ouvert le **22 Mars 2025**.

ARTICLE 2.- (1) Ce concours est réservé aux personnes âgées de **17 ans** au moins et de **30 ans** au plus au 1^{er} Janvier 2024 (**être né(e) entre le 1^{er} Janvier 1994 et le 1^{er}**

Janvier 2007) et titulaires du Baccalauréat de l'Enseignement Secondaire, du General Certificate of Education Advanced Level (GCE AL) obtenu en deux matières pendant une seule et même session, exceptée celle intitulée "RELIGIOUS KNOWLEDGE", ou d'un Diplôme reconnu équivalent.

(2) Le présent concours n'est pas ouvert aux fonctionnaires de la Sûreté Nationale.

I – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES :

Peuvent faire acte de candidature, les jeunes gens des deux sexes remplissant les conditions générales et particulières exigées pour être recrutés dans les cadres de la Sûreté Nationale, notamment :

- ⇒ être de nationalité camerounaise ;
- ⇒ jouir de leurs droits civiques ;
- ⇒ justifier d'une bonne conduite et d'une bonne moralité ;
- ⇒ être déclaré apte au service actif de jour et de nuit ;
- ⇒ être reconnu indemne de toute affection ou maladie ouvrant droit à un congé de longue durée ;
- ⇒ avoir une taille au moins égale à 1,57 mètre pour les candidats de sexe féminin et 1,62 mètre pour ceux de sexe masculin ;
- ⇒ n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme supérieure à 06 mois ou une peine assortie de l'une des déchéances prévues aux alinéas 1 et 6 de l'article 30 du Code Pénal Camerounais, soit pour crime, soit pour délit touchant à la probité ;
- ⇒ n'avoir pas été exclu d'une Ecole de Police ou d'un Centre de Formation de la Police.

Les conditions ci-dessus énumérées, doivent être remplies en totalité par les candidats. La non-satisfaction de l'une d'entre elles entraîne inéluctablement le rejet de la candidature.

II – CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

ARTICLE 3.- (1) Toute personne désireuse de faire acte de candidature doit au préalable et dès l'ouverture du concours s'inscrire par internet au site www.concours-dgsn.cm

(2) Les dossiers de candidatures seront reçus complets à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale à Yaoundé, ou dans les Délégations Régionales de la Sûreté Nationale, du **06 Janvier au 07 Mars 2025** à 15 heures 30 minutes précises, suivant un ordre de passage qui leur sera communiqué par téléphone portable.

Les dossiers devront comprendre :

1. Une demande d'inscription manuscrite, sur papier timbré à 1.500 francs CFA, datée, signée et adressée à Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale, spécifiant explicitement :

- les noms, prénoms, adresse, sexe, date et lieu de naissance du candidat ;
- le Département et la Région d'origine du candidat ;
- le concours sollicité ;
- la mention du service général ;
- le centre d'examen choisi ;
- la langue de composition ;

- le numéro de la Carte Nationale d'Identité du candidat ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité ;
- l'énumération des pièces jointes à la demande.

2. Une fiche d'inscription obtenue au site internet indiqué ci-dessus, dûment remplie, signée du candidat et comportant deux photos format 4x4 en couleur et sur fond blanc ;

3. Le règlement des frais d'inscription au concours de **21 000 francs CFA** (vingt-et-un mille francs CFA) effectué aux guichets des agences **EXPRESS UNION** ou par **EXPRESS UNION MOBILE MONEY, ORANGE MONEY** ou **MTN MOBILE MONEY**, conformément à la procédure décrite au site www.concours-dgsn.cm

Le reçu de versement ou le numéro unique de la transaction matérialisant le paiement des frais de concours devra être joint au dossier de candidature.

4. Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance du candidat datant au plus de six (06) mois, signée par une autorité civile compétente ;

5. Une photocopie certifiée conforme du diplôme exigé, signée par une autorité administrative compétente ;

6. Une attestation de présentation de l'original du diplôme, signée par une autorité administrative compétente ;

7. Un extrait de casier judiciaire (Bulletin n° 3) datant de moins de trois (03) mois ;

8. Un certificat médical modèle réglementaire délivré par un médecin de l'Administration ;

9. Une fiche de renseignement timbrée avec photo format 4 x 4 en couleur et sur fond blanc ;

10. Un certificat de toise régulièrement timbré, conforme aux conditions ci-dessus indiquées ;

11. Une autorisation de concourir pour les fonctionnaires, délivrée par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

12. Une photocopie certifiée conforme de l'acte de mariage datant au plus de six (06) mois pour les candidats de sexe féminin régulièrement mariés ;

13. Une grande enveloppe de format (A4) à l'adresse du candidat, affranchie d'un timbre postal au tarif réglementaire.

(3) Tout dossier incomplet parvenu à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sera automatiquement rejeté et renvoyé à son expéditeur.

(4) La liste des candidats autorisées à concourir sera diffusée par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, cette diffusion seule faisant foi.

III - LES ETAPES DU CONCOURS :

ARTICLE 4.- (1) Le concours comporte cinq étapes portant respectivement sur les épreuves écrites, l'épreuve orale, les visites médicales d'incorporation, les épreuves physiques et l'enquête de moralité.

(2) A toutes les étapes du processus du concours, les listes des candidats seront diffusées par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale.

A)- LES EPREUVES ECRITES :

Les épreuves écrites dont le programme figure en annexe du présent arrêté se dérouleront au **centre unique de YAOUNDE**, selon les horaires ci-après :

DATES	NATURE DES EPREUVES	COEF	DUREE	NOTE ELIMINATOIRE	HORAIRE
22 Mars 2025	<u>1^{ère} EPREUVE</u> CULTURE GENERALE/ GENERAL KNOWLEDGE	3	3 H00	06/20	8H00-11H00
22 Mars 2025	<u>2^{ème} EPREUVE</u> DROIT / LAW	5	4 H00	06/20	12H00-16H00

Les candidats se présenteront 30 minutes avant l'heure de la première épreuve devant les salles d'examen, munis chacun de sa Carte Nationale d'Identité ou du récépissé de la Carte Nationale d'Identité en cours de validité et du récépissé de dépôt du dossier. Ils ne devront avoir sur eux ni papier, ni document, les feuilles de composition et de brouillon étant procurées par l'Administration.

Seront déclarés admissibles les candidats qui, sans note éliminatoire et après application des coefficients, auront obtenu sur l'ensemble des épreuves écrites, une moyenne de 12/20.

B) – LES EPREUVES ORALES D'ADMISSION :

Les candidats admissibles subiront au **centre unique de YAOUNDE**, les épreuves orales en vue de leur admission définitive.

L'épreuve orale porte à la fois sur le programme du concours et les questions d'actualité. Après une préparation sommaire sur le sujet tiré, le candidat admissible en fera un exposé de 10 minutes, suivi d'un entretien de 10 minutes avec le jury. Ladite épreuve est affectée du **coefficient 2**.

C) – LES VISITES MEDICALES D'INCORPORATION ET LES EPREUVES PHYSIQUES :

Elles interviendront après la publication des admissibilités selon un planning qui fera l'objet d'un communiqué.

Les candidats appelés à subir les visites médicales d'incorporation seront assujettis au paiement des frais inhérents fixés à **25.000 francs CFA**.

D) – L'ENQUETE DE MORALITE

Elle débutera après les épreuves orales d'admission, suivant des modalités qui seront communiquées en temps opportun.

IV – DE L'ADMISSION

ARTICLE 5.- Les résultats du concours feront l'objet d'un communiqué du Délégué Général à la Sûreté Nationale.

ARTICLE 6.- Les candidats déclarés définitivement admis seront nommés Elèves-Officiers de Police en 1^{ère} année à l'Ecole Nationale Supérieure de Police par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

ARTICLE 7.- Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel en français et en anglais. -

YAOUNDE, LE 27 NOV 2024

P. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

et par délégation

LE DELEGUE GENERAL A LA SURETE NATIONALE



- Martin MBARGA NGUELE -